

Qu'est-ce qu'une Loi de Règlement

**Article 2\***

Au sens de la présente loi organique, on entend par loi de finances:

- I. la loi de finances de l'année;
- II. les lois de finances rectificatives;
- III. la loi de règlement de la loi de finances

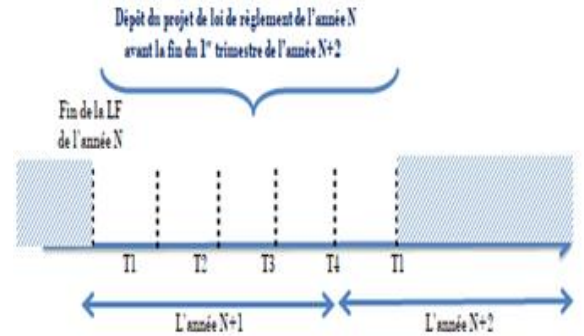
**Article 64 \***

La loi de règlement de la loi de finances constate et arrête le montant définitif des recettes encaissées, des dépenses dont les ordonnances sont visées, se rapportant à une même année budgétaire, et arrête le compte de résultat de l'année.

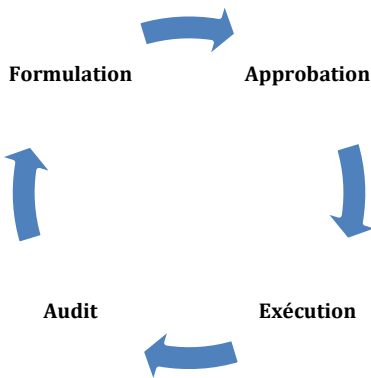
Elle approuve le compte de résultat de l'exercice de l'année concernée..., et affecte au bilan le résultat comptable de l'exercice.

**Article 65\***

...Le projet de loi de règlement de la loi de finances est déposé annuellement, en priorité, sur le bureau de la Chambre des représentants, au plus tard, à la fin du premier trimestre du deuxième exercice qui suit celui de l'exécution de la loi de finances concernée.



\*La Loi Organique Relative à la Loi de Finances



Quelles sont les composantes du Budget de l'Etat

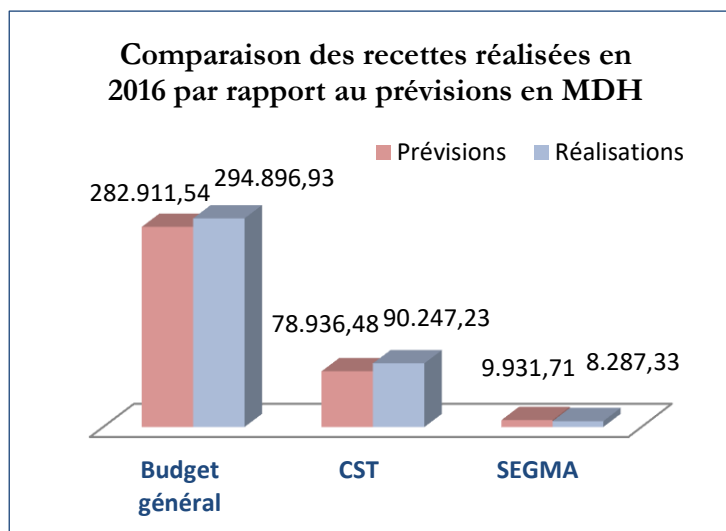
Budget Général	S.E.G.M.A	Comptes spéciaux du Trésor
<ul style="list-style-type: none"> <li>le budget général contient les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'ensemble des départements ministériels ainsi que les dépenses se rapportant à la dette publique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Services de l'Etat Gérés de Manière autonome : Ce sont des services de l'Etat, non dotés de la personnalité morale, dont l'activité doit tendre essentiellement à produire des biens ou à rendre des services donnant lieu à rémunération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Comptes retraçant des opérations qui ne peuvent être incluses dans le budget général en raison de leur spécialisation, d'un lien de cause à effet réciproque entre la recette et la dépense ou de leur continuité dans le temps.</li> </ul>

### 1) Les hypothèses

	Prévisions	Réalisations
Taux de croissance	3%	1,1%
Valeur ajoutée agricole	-1,8%	-13,7%
Valeur ajoutée non agricole	3,6%	2,2%
Déficit budgétaire	3,5%	4,1%
Taux d'inflation	1,7%	0,4%
Taux de change (dollars/Dirhams)	9,5	9,81
Cours moyen de gaz (dollars/tonne)	450	358

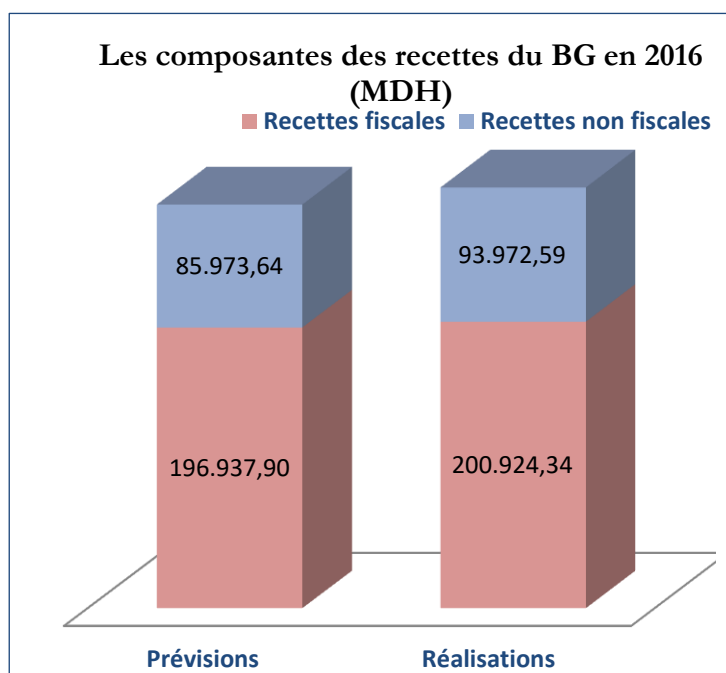
### 2) Budget de l'Etat :

- Réalisation des recettes du budget général en 2016 :** les recettes du budget général, au titre de l'année 2016, ont connu une augmentation de 104,24% par rapport aux prévisions. Pour les recettes ordinaires elles ont représenté 76,36% de l'ensemble des recettes.



### 3) Budget Général :

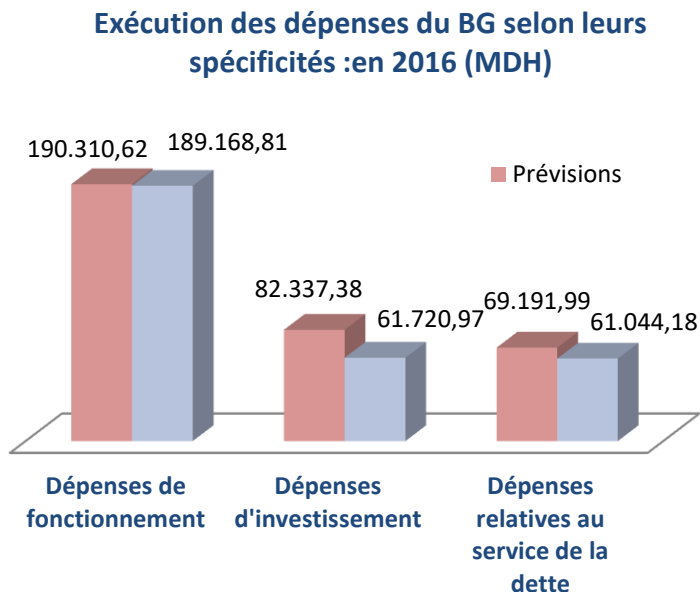
- Comparaison des réalisations des recettes du budget général en 2016 par composantes:** Le taux de réalisation des recettes fiscales a dépassé 102,02% en 2016. Les droits de douane et des droits d'enregistrement et de timbres ont dépassé 100% des prévisions, alors que les impôts et taxes assimilées ont enregistré des taux de réalisation de 91,55% par rapport aux prévisions. De leur part, les recettes non fiscales ont enregistré un taux de réalisation de plus de 109.30% par rapport aux prévisions.



• **Exécution des dépenses du Budget Général par nature:**

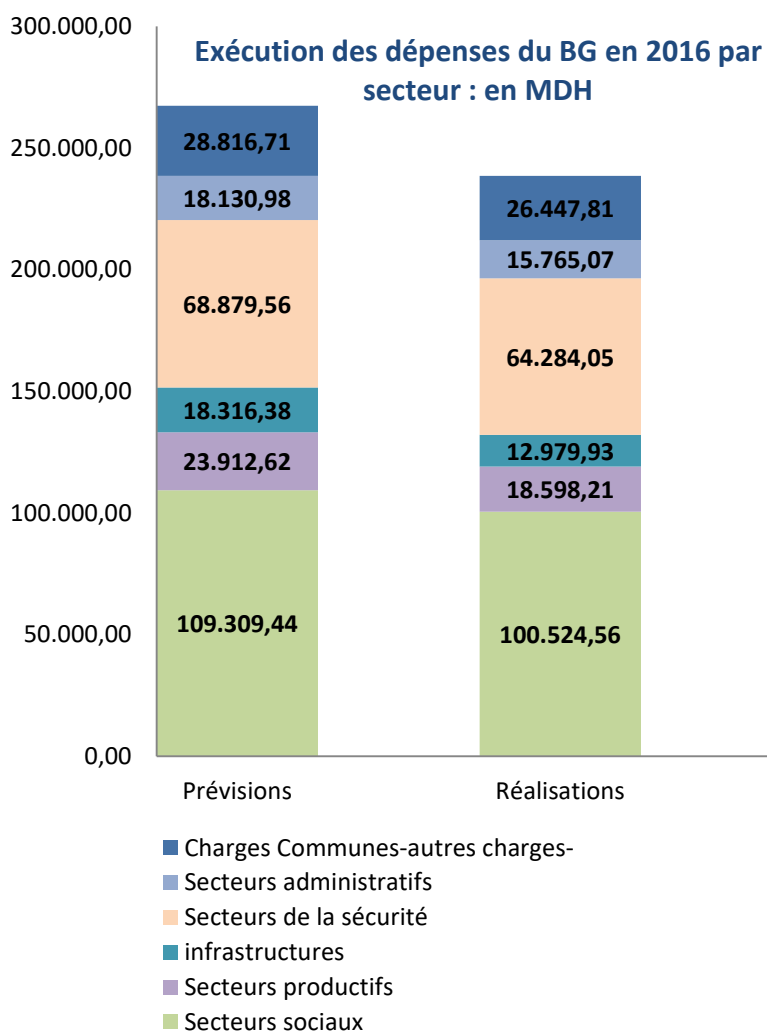
Le taux de réalisation a atteint 99,40% pour les dépenses de fonctionnement et 74,96% pour les dépenses d'investissement au titre de l'année 2016.

Les dépenses de la dette publique ont atteint un taux de réalisation de plus de 88,22%, représentant ainsi 19,57% des dépenses du budget général en 2016, contre 23% en 2015.



• **Exécution des dépenses du budget général en 2016 par secteur :**

A l'exception des infrastructures qui ont enregistré un taux de réalisation des dépenses d'environ 70,87%, et les secteurs productifs qui ont réalisés à leur tour un taux de 77,78%, l'ensemble des secteurs ont enregistré des taux de réalisation qui dépassent 80%. Les secteurs sociaux et de la sécurité ont réalisé des taux d'exécution de 91,96% et de 93,33% respectivement. Pour l'ensemble des dépenses du budget général, le taux d'exécution a dépassé 92,03%.

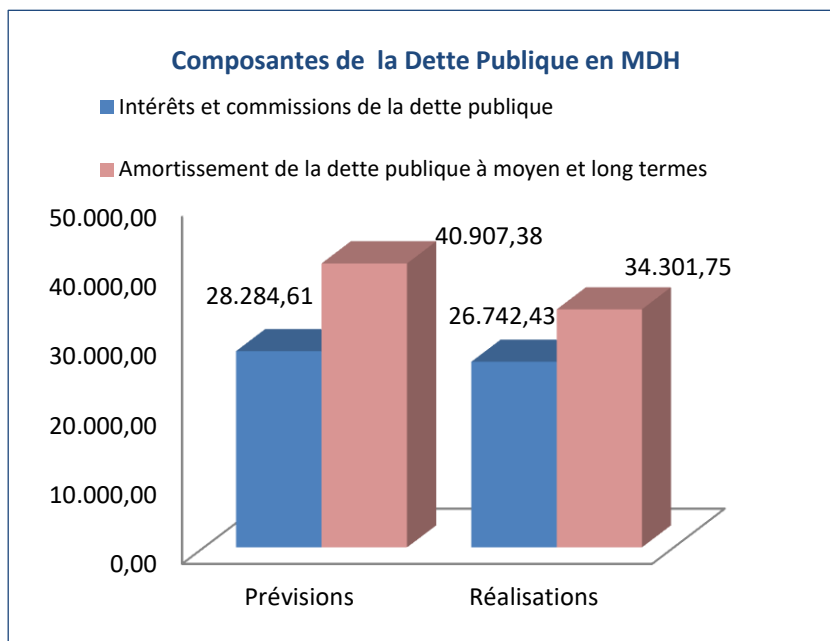
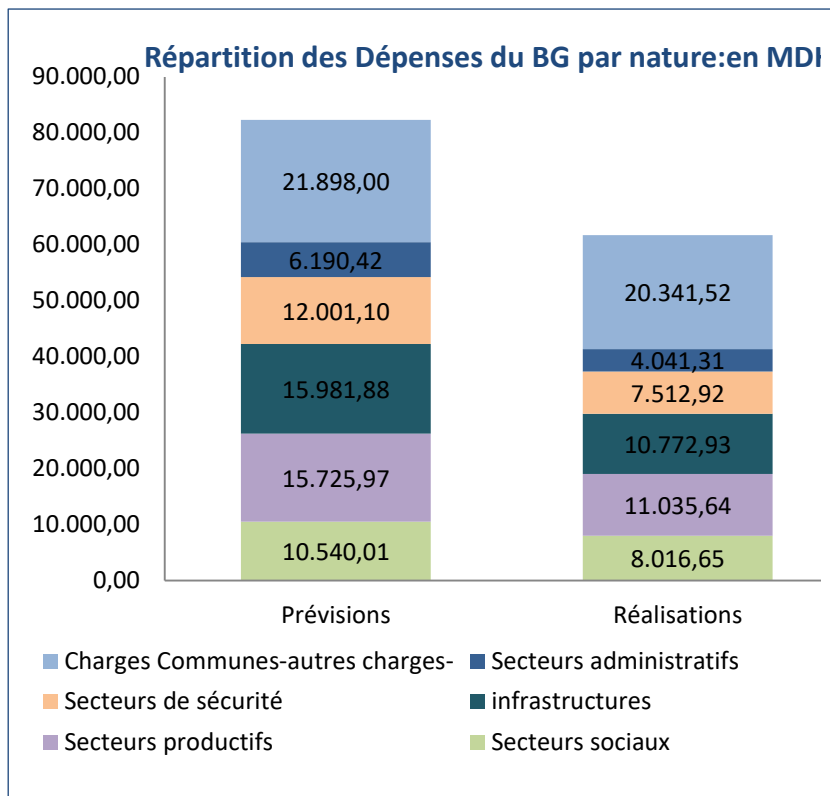


• **Répartition des dépenses du budget général par nature:**

Les dépenses d'investissement de 9 départements ministériels représentent 74,76% de l'ensemble des dépenses d'investissement. Il s'agit des ministères de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, de l'Economie et des Finances, de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, de l'Equipeement du Transport et de la Logistique, des Energies et Mines, de l'Industrie et du Commerce, de l'Intérieur et de la Santé et l'Administration de la Défense Nationale.

• **Volume et évolution de la dette publique:**

Le montant total des dépenses de la dette publique a atteint près de 61,04 MMDH en 2016 contre 69,74 MMDH en 2015.

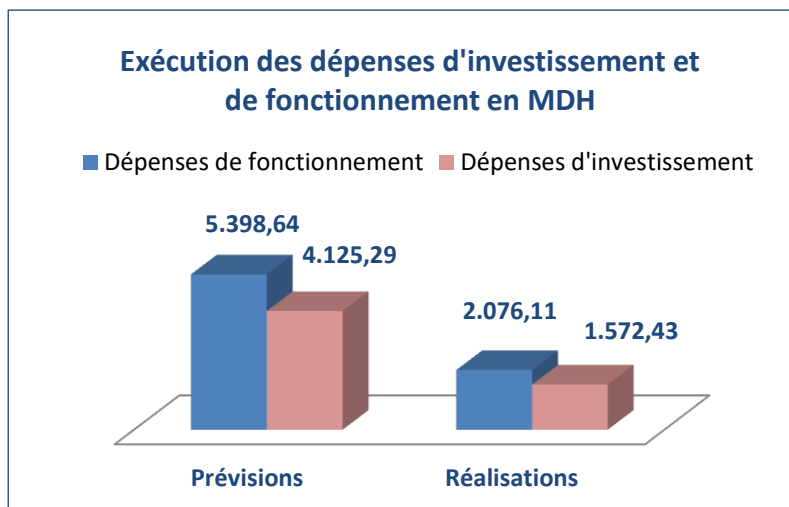


<b>L'évolution de la valeur de la dette publique en MMDH</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Encours de la dette extérieure du trésor en (MMDH)	140,8	142,8
En % du PIB	14,3%	14,1%
Encours de la dette intérieure du trésor en (MMDH)	488,41	514,68
En % du PIB	49,4%	50,8%
<b>Total de la dette du trésor</b>	<b>629,21</b>	<b>657,48</b>
En % du PIB	63,7%	64,7%

#### 4) S.E.G.M.A (Services de l'Etat Gérés de Manière autonome):

Les taux de réalisation des dépenses de fonctionnement et d'investissement des SEGMA ont atteint 38,31%.

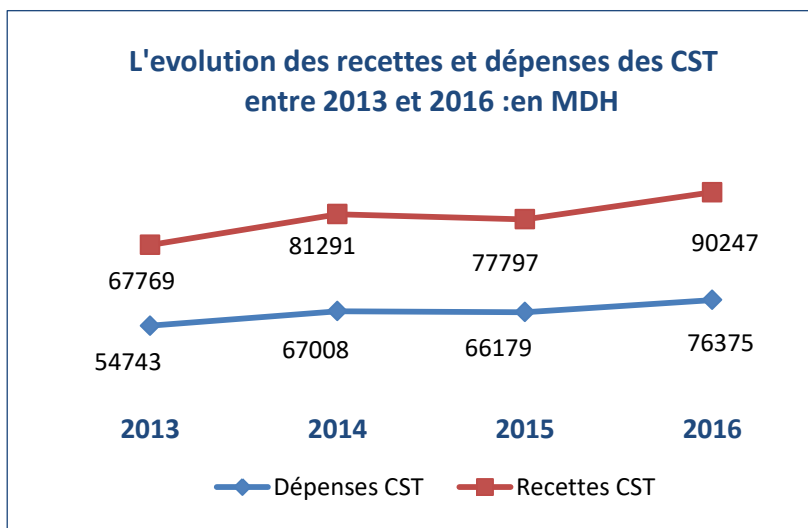
De leur part les dépenses d'investissement public ont connus un taux de croissance annuel de 43,94% au cours de la période 2013-2016.



#### 5) Comptes spéciaux du Trésor CST:

Les taux de réalisation des recettes et des dépenses des CST ont atteint respectivement 114,49% et 114,33% au titre de l'année 2016.

Les recettes des CST ont enregistré un taux de croissance annuel de 10,02% sur la période 2013-2016, alors que leurs dépenses ont réalisé un taux de croissance annuel de 11,74% sur la même période.



#### 1) Les secteurs sociaux:



- Le nombre de bénéficiaires du système d'assistance médicale auprès des personnes à besoins spécifiques et à revenu limité dépassent 9 millions bénéficiaires, soit 27% de la population à fin 2016 sur l'ensemble du territoire national;
- La baisse des prix de plus de 2.800 médicaments et dispositifs médicaux, et particulièrement ceux destinés au traitement de maladies graves et chroniques ;
- La mise en service de trois Centres Hospitaliers Provinciaux (CHP) à El Jadida, Khénifra et Benguerir et de six hôpitaux de proximité à Mriret, Zagora, Essaidia, Kelaa Megouna, Bouizakaren et Souk Sebt Oulad Nema;
- La réalisation de 3.554 visites de terrain et de 90 caravanes médicales au profit de plus de 2.228.000 bénéficiaires des habitants du milieu rural dans le cadre l'opération « Riaya ».



## Education nationale et enseignement Supérieur

- Le nombre des établissements scolaires a atteint environ 11.000 établissements au titre de l'année scolaire 2016-2017;
- Le nombre des étudiants au titre de l'année universitaire 2016-2017 bénéficiant de Dar Attalib et du transport scolaire a évolué respectivement de 20,5% et 40,5% contre 2015-2016;
- L'indice d'égalité de genre hommes-femmes au niveau de la scolarisation a atteint 1 au titre de l'année universitaire 2016-2017;
- Le taux de scolarisation de l'enseignement supérieur s'est situé à 33,1% en 2016-2017
- La capacité d'accueil des universités au titre de l'année universitaire 2016-2017 s'est accrue de 8,54% passant à 38.100 places pédagogiques supplémentaires par rapport à 2015-2016.



## L'habitat

- La production de 135 633 unités de logements dont 113 699 unités économiques et sociales en 2016 contre 206 973 unités de logements en 2015 et dont 178 301 unités économiques et sociales;
- Le lancement d'environ 480 projets visant à atteindre 1.130.591 unités pour un investissement total d'environ 117,7 milliards de dirhams;
- La ratification de cinq conventions concernant 9.398 familles de bidonvilles avec un investissement de 1,2 milliard de dirhams;
- La publication dans le bulletin officiel la loi n° 94-12 relative aux bâtiments menaçant ruine et à l'organisation des opérations de rénovation urbaine.

## 2) Infrastructures & Secteurs productifs



### Stratégie énergétique

- L'électrification de 349 villages par le réseau électrique dont 11 883 bénéficiaires ménages ruraux ;
- L'achèvement de la centrale solaire Noor Ouarzazate qui est la première station du projet solaire Ouarzazat d'une capacité de 160 MW;
- Le lancement d'un projet d'extension de la station Jerada d'une capacité de 350 MW;
- Le suivi de l'achèvement du projet de la centrale thermique pour une capacité de 1386 MW.



## Réduction des disparités territoriales et sociales

- Le renforcement de l'aide directe aux femmes veuves, ce programme a permis à environ 60.000 veuves de bénéficier d'ici la fin de 2016;
- L'amélioration des conditions de scolarisation des enfants en situation de handicap à travers le financement de la scolarisation : plus que 6.000 bénéficiaires ;
- L'extension des prestations du fonds d'entraide familiale (exécution de la décision judiciaire 312.11 avec une enveloppe budgétaire d'une valeur de 109 MDH) ;
- Le désenclavement du monde rural à travers l'aménagement de 2.173 km de routes et pistes, la construction de 44 ouvrages de franchissement, l'électrification de 2.419 douars et l'adduction en eau potable de 220 douars ainsi que la réalisation de 653 projets de points d'eau. Dans le cadre du programme de mise à niveau territorial depuis son lancement en 2011 jusqu'à fin 2016.



## Sport et Jeunesse

- L'achèvement de la création de 50 terrains en gazon synthétique et de la réhabilitation de 5 stades d'une capacité de 15 000 places et la réalisation de 179 terrains socio-sportifs de proximité.
- L'octroi d'une subvention de 300 millions de dirhams au profit des universités pour le développement du sport, au titre de l'année 2016;
- L'augmentation du nombre des maisons de jeunes de 526 en 2011 à 612 en 2016, ce qui a permis de passer à 3 400 000 bénéficiaires jeunes (Filles et garçons).



## L'agriculture et la pêche maritime

- L'augmentation des investissements publics et privés dans le secteur agricole de 7,1 milliards de dirhams en 2008 à plus de 13,3 milliards de dirhams en 2016 ;
- L'accroissement du produit brut agricole moyen au titre de la période 2008-2016 de plus de 103 milliards en moyenne annuelle, soit une augmentation de 47% par rapport à la moyenne annuelle enregistrée entre 2000 et 2008;
- Les superficies assurées dans le cadre du programme d'assurance sécheresse pour les céréales et légumineuses ont augmenté de près de 1438% entre 2011 et 2016, passant ainsi de 65.000 ha à près de 1 million d'hectares.
- Les périmètres irrigués ont atteint 1,5 millions d'hectares en 2016. Par ailleurs, la superficie équipée en système d'irrigation localisée (goutte-à-goutte) a été multipliée par 3,1 depuis 2008, pour atteindre à la fin de l'année 2016, près de 500.000 hectares.



## Les infrastructures de base

- La poursuite de l'extension et du réaménagement des terminaux passagers des aéroports Mohammed V de Casablanca, Fès-Saïs et Nador;
- La poursuite de la réalisation du train à grande vitesse entre Casablanca et Tanger d'un cout global de 22,9 milliards de dirhams. L'état d'avancement global de ce projet d'envergure à atteint 86% à fin juillet 2016;
- L'achèvement des travaux de construction du barrage de Moulay Bouchta dans la province de Tétouan et du barrage de Sultan dans la province de Khemisset;
- L'exploitation des tronçons achevés de la nouvelle autoroute Safi et du périmètre extérieur de Rabat;
- Le Renforcement de l'accord de la première tranche du Complexe Portuaire Nador West Med pour un coût de 8,9 milliards de dirhams.



## L'industrie

### Secteur de l'automobile

- Le nombre de transactions a atteint 60 milliards de dirhams en 2016, contre 40 milliards de dirhams en 2014;
- La production d'environ 345.106 véhicules en 2016 contre 231 986 en 2014 faisant du Maroc le 1<sup>er</sup> constructeur automobile en Afrique du Nord et le 2<sup>ème</sup> constructeur du continent ;
- L'implantation de 8 des 20 principaux fabricants internationaux au Maroc, parmi lesquels Renault, PSA, Delphi, Yazaki...

- **Secteur aéronautique :** Le chiffre d'affaires à l'export du secteur s'est établi à 5,13 milliards de dirhams à fin juillet 2016 contre 4,69 milliards de dirhams sur la même période, soit une augmentation de 9,4% ;

- **Secteur de l'offshoring :** Le chiffre d'affaires à l'export du secteur s'est établi à 8,83 milliards de dirhams au titre de l'année 2016, soit une augmentation de 20% par rapport à 2014.

- **Secteur du Textile et Cuir :** L'augmentation de l'exportation de ce secteur de 5% pour atteindre 20,99 milliards de dirhams en 2016.



## Tourisme

- Mise en place d'un fonds de sécurité doté d'une enveloppe financière estimée à 400 millions de dirhams, afin de faciliter l'accès des acteurs du tourisme aux prêts bancaires destinés au financement de projets de grande et moyenne envergure liés à la revitalisation de l'hébergement et du tourisme.
- +4% des MRE arrivés aux postes frontières par rapport à 2015;
- +1,5% des touristes arrivés aux postes frontières par rapport à 2015 ;
- +4,5% des nuitées réalisées dans les établissements d'hébergement touristique classés par rapport à 2015;
- 63,24 milliards de dirhams des recettes des activités touristiques des non-résidents au Maroc.

Réagissez à ce document

En visitant le site du Ministère de l'Economie et des Finances sur l'adresse :

Site web : [www.finances.gov.ma](http://www.finances.gov.ma)

Compte Twitter : <https://twitter.com/financesmaroc>

Page Facebook: <https://www.facebook.com/financesmaroc/>